NOTES
DE L'IFRI

JUIN
2022

Le canal du Mozambique : un espace de compétition crisogène

Centre Afrique
subsaharienne

Tristan COLOMA
Quentin René François YGORRA

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0551-0
© Tous droits réservés, Ifri, 2022
Couverture : © Shutterstock/JoaoCachapa

Comment citer cette publication :
Tristan Coloma et Quentin René François Ygorra, « Le canal du Mozambique : un espace de compétition crisogène », *Notes de l'Ifri*, Ifri, juin 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Tristan Coloma est un journaliste d'investigation indépendant et réalisateur de documentaires d'auteur. Collaborateur du *Monde diplomatique*, il effectue de nombreux reportages et des enquêtes en Afrique subsaharienne. Il écrit par ailleurs des articles scientifiques sur les délocalisations industrielles asiatiques en Afrique, notamment pour l'International Institute of Social Studies de La Haye. Il développe actuellement un premier film sur les tentatives d'émancipation des femmes noires en Afrique du Sud (*Wild Wild Life*/Arte) et un second film traitant du rapport intime des combattants congolais, somaliens et kurdes avec leur Kalachnikov (*Ma Kalach et moi*). Son premier film documentaire sur les migrants africains en Chine, *Black China*, et la websérie associée, *Chinese Dream*, ont été diffusés sur Arte le 28 mars 2020.

Quentin René François Ygorra est un chercheur analyste spécialisé dans les dynamiques Est Africaines, région dans laquelle il a travaillé et vécu pendant les dix dernières années. Anciennement basé à Nairobi, Quentin a travaillé pour les Nations unies, sous-traité pour l'Union européenne, et conduit de nombreuses recherches portant sur les contextes socio-économiques, politiques et terroristes de nombreux pays d'Afrique de l'Est, incluant la Somalie, le Mozambique, la Tanzanie et le Kenya. Spécialiste de l'émergence des groupes d'action terroriste dans la Corne de l'Afrique, Quentin est titulaire d'un master en Études sécuritaires de l'université britannique de Leicester.

Résumé

Zone d'intérêt géostratégique, le canal du Mozambique constitue l'une des principales routes énergétiques d'hydrocarbures mondiales. Elle est aussi le centre de nombreux trafics. Des puissances du Nord et du Sud y livrent une bataille sécuritaire mais aussi une farouche guerre économique et d'influence motivée par les richesses potentielles et avérées dont regorgent les sous-sols terrestres et marins de la région (poissons, minerais, gaz, pétrole).

Le canal du Mozambique est même devenu l'un des nouveaux foyers de préoccupation internationale en raison de la menace croissante que représente le développement d'une filiale de l'État islamique (EI) dans la province du Cabo Delgado (nord du Mozambique), qui s'est développée sur fond de crise sociale et de défiance vis-à-vis d'un État corrompu.

Les activités de l'EI au Mozambique sont actuellement considérées comme le principal écueil pour la stabilité du canal mozambicain et des pays riverains. Dotée d'organismes régionaux inconsistants, la zone est d'autant plus déstabilisée qu'elle reste marquée par la concurrence géopolitique et commerciale interétatique, où de plus des sociétés militaires privées viennent compliquer la donne.

Abstract

Undoubtedly an important geostrategic area, the Mozambique Channel is one of the world's main hydrocarbon energy routes. It is at the same time one of the world's top trafficking centers. The Channel is the scene of a fierce security battle fought by some powers of the North and the South but also of an even fiercer economic and influence competition driven by the proven and potential resources held by the region's seas and lands (fish, minerals, gas, oil).

The Mozambican channel has even become one of the new hotbeds of international focus due to the rapidly expanding threat posed by the development of an increasingly effective branch of the Islamic State (IS) in the province of Cabo Delgado (northern Mozambique) which developed against a backdrop of social crisis and mistrust of a corrupt State.

ISIS activities in Mozambique are currently seen as the main obstacle to the stability of the Mozambique Channel and the riparian countries. Endowed with inconsistent regional organizations, the area is all the more destabilized as it remains marked by inter-state geopolitical and commercial competition, where moreover private military companies complicate matters.

Sommaire

INTRODUCTION 6

LES ENJEUX DU CANAL DU MOZAMBIQUE 8

Réserves d'hydrocarbures et de minerais 8

Ressources halieutiques 9

Circulation maritime 10

Trafic de drogue afro-asiatique et régional 11

Réactivation de contentieux territoriaux historiques 14

Insurrection islamiste 18

LES ACTEURS DE LA COMPÉTITION INTERNATIONALE 20

France 21

États-Unis 22

Russie 24

Chine 26

Inde 28

SADC et COI, des organisations régionales inefficaces 30

Autres acteurs 31

CONCLUSION 32

Introduction

La montée en puissance d'éléments affiliés à l'Etat islamique (EI) dans la province mozambicaine du Cabo Delgado observée depuis 2020 a placé le canal du Mozambique sous les projecteurs internationaux. La décision de la compagnie française Total, qui devait investir quelque 20 milliards de dollars dans le site gazier de l'Afunghi dans le Cabo Delgado, de déclarer le 26 avril 2021 un « cas de force majeure » et de suspendre son projet, a constitué un électrochoc et montré que cette nouvelle menace pouvait compromettre l'investissement majeur dans cette région. Mais avant la prise de conscience de cette nouvelle menace, le canal du Mozambique était déjà redevenu un espace de compétition internationale.

Espace d'échange privilégié compris entre Madagascar à l'est, les côtes mozambicaines à l'ouest et les Comores au nord – et dans lequel la France possède les îles Éparses d'Europa, Bassa da India, Juan de Nova et l'archipel des Glorieuses –, le canal du Mozambique est une voie maritime importante qui voit chaque année transiter 30 % du trafic pétrolier mondial et une zone riche en ressources halieutiques et minières mais aussi et surtout gazières depuis la découverte d'importants gisements *offshore*. Cette découverte explique en grande partie le regain d'intérêt que suscite le canal du Mozambique depuis peu. Ces dernières années, la compétition entre l'Inde, la Chine, les anciennes puissances coloniales (la France et le Portugal), la Russie et les États-Unis s'est intensifiée dans cette zone, se déroule à la fois sur les fronts économique et sécuritaire et semble avoir pour horizon la création de comptoirs régionaux le long de routes commerciales mondiales.

Cependant, ce regain d'intérêt ne devrait pas éclipser les nombreux problèmes de cet espace. La faiblesse de la gouvernance des États du canal a favorisé l'exploitation illicite de leurs ressources (trafic de bois de rose et métaux précieux, surpêche, etc.) et l'usage de cette voie maritime pour le trafic international de drogue avec l'Asie. De puissants syndicats criminels ont créé d'importants réseaux de corruption dans les gouvernements de la région et ont ainsi acquis une capacité d'influence notable. Les problèmes de gouvernance sont aussi à l'origine de la disette dans le sud de Madagascar et des tensions politiques internes dans les pays riverains du canal.

Facteur aggravant, les organisations régionales qui pourraient et devraient faciliter le dialogue et la gestion de certains défis (South African Development Community – SADC – et Commission de l'océan Indien – COI) sont très largement inefficaces. La faiblesse des organisations régionales de développement et coopération, couplée avec une volonté

quasiment systématique de favoriser les arrangements bilatéraux, freine le développement de mécanismes de soutien transnational dans la région et augmente la confusion et la complexité de la gestion des crises.

Cette note présente un panorama des enjeux et problèmes des pays du canal du Mozambique suivi d'un panorama des acteurs internationaux qui s'intéressent à cet espace et s'efforcent de développer leurs influences respectives dans la région.

Les enjeux du canal du Mozambique

Étant un axe du commerce maritime mondial, convoité pour ses ressources naturelles, ce passage maritime entre le Mozambique et Madagascar concentre plusieurs enjeux géoéconomiques d'envergure.

Réserves d'hydrocarbures et de minerais

Schéma 1 : emplacements des quatre provinces géologiques évaluées et des unités d'évaluation le long de la côte centrale de l'Afrique de l'Est

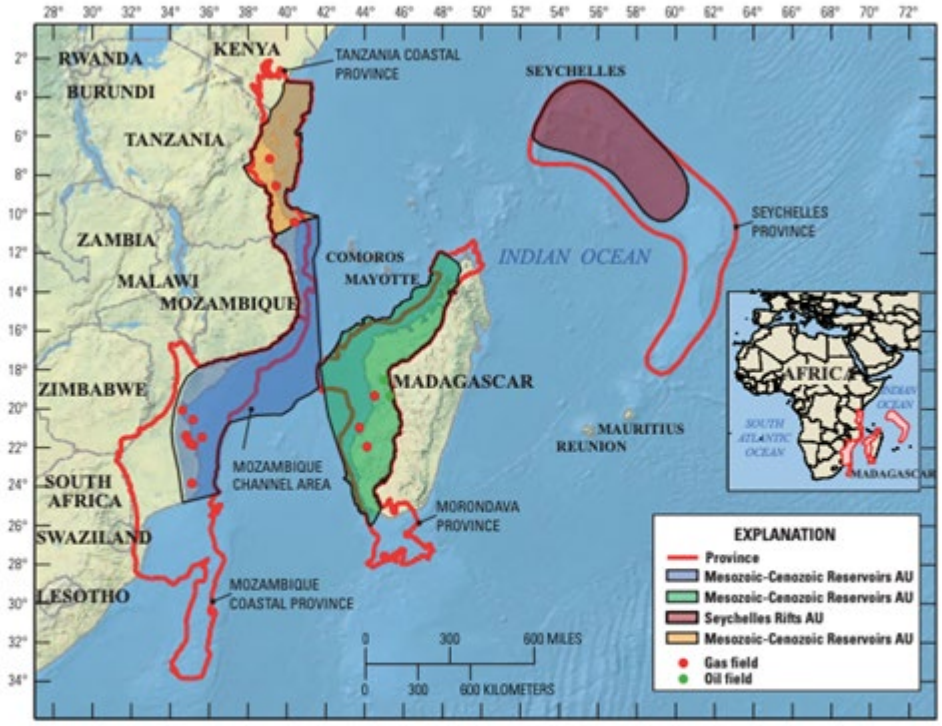


Figure 1. Locations of the four assessed geologic provinces and assessment units (AU) along the central coast of east Africa.

U.S. Department of the Interior
U.S. Geological Survey

Fact Sheet 2012–3039
April 2012

Le Mozambique, Madagascar et la Tanzanie possèdent des ressources naturelles considérables dans les secteurs miniers et gaziers. Entre 2010 et 2013, les explorations *offshore* ont permis la découverte de ressources gazières dans le nord-est du Mozambique, dont le projet d'exploitation du bassin de Rovuma – lui seul estimé à 15,2 millions de tonnes annuelles[1] – est l'exemple majeur. Ces découvertes ont éclipsé les ressources minières de la zone, déclenché une véritable ruée des « géants du pétrole » et ravivé l'intérêt économique pour la région.

Les dernières explorations amènent nombre d'analystes du secteur des hydrocarbures à envisager le canal du Mozambique comme une « future mer du Nord ». Les réserves de gaz au large du Mozambique et de la Tanzanie ont été évaluées à plus de 500 milliards de mètres cubes. Les eaux de Madagascar sont jusqu'à présent inexplorées mais suscitent l'intérêt. De plus, des indices favorables donnent au gouvernement comorien un espoir d'avenir pétrolier. Régulièrement, des *juniors* pétrolières explorant les fonds des eaux comoriennes prétendent avoir fait des découvertes d'ampleur. Pourtant, la seule compagnie pétrolière d'envergure à avoir des blocs aux Comores, la britannique Tullow Oil, est partie[2].

Par ailleurs, les pays du canal du Mozambique sont aussi des pays miniers dont le potentiel est progressivement mis en valeur depuis le début du siècle. Le Mozambique est ainsi devenu le second producteur de charbon du continent après l'Afrique du Sud et les investissements miniers se multiplient à Madagascar[3]. Si l'or et les pierres précieuses sont exploités artisanalement, d'autres minerais le sont par de grandes compagnies minières. Toutefois, après d'importants investissements initiaux, l'élan est retombé et ce secteur économique est encore bien en deçà de son potentiel en raison d'une gouvernance publique peu attractive pour les investisseurs[4].

Ressources halieutiques

Le Nord du canal du Mozambique est une des zones de biodiversité marine les plus riches au monde. Elle sert de réservoir biologique pour toute la région côtière de l'Afrique de l'Est, en particulier pour les récifs coralliens et les écosystèmes associés. Elle est l'une des régions les plus importantes pour la reproduction et l'alimentation d'espèces marines et

1. « Rovuma LNG Project, Mozambique », NS Energy, disponible sur : www.nsenergybusiness.com.
2. « Tullow fait le grand ménage dans son portefeuille d'exploration », *La Lettre de l'océan Indien*, 16 février 2021, disponible sur : www.africaintelligence.fr.
3. « Mines : Madagascar, une île au trésor à fort potentiel », *Jeune Afrique*, 24 novembre 2016, disponible sur : www.jeuneafrique.com.
4. « Le secteur minier, un atout pour la relance économique à Madagascar », *Jeune Afrique*, 26 février 2021, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

migratoires. La valeur économique annuelle totale des ressources vivantes et des services écosystémiques de l'océan Indien occidental (OIO) a été estimée à 20,8 milliards $[5]. Les écosystèmes critiques de la région sont pourtant en déclin. Si les pêcheurs artisanaux et de subsistance à petite échelle représentent entre 70 et 80 % des prises totales, l'industrie de la pêche et la pêche illégale sont en plein essor alors que la pêche au thon dans l'OIO participe à hauteur de 2 milliards $/an à l'économie de la zone et est organisée par la Commission thonière de l'océan Indien[6].

L'Union européenne a signé des accords de pêche contraignants avec les pays limitrophes du canal du Mozambique visant à limiter le nombre de ses bateaux afin d'éviter la surpêche et donc l'appauvrissement des ressources tout en donnant des contreparties financières aux États concernés. À l'inverse, les méthodes des pêcheurs chinois dans le canal sont contestées et les accords de pêche entre Pékin et les gouvernements sont controversés. Le magazine mozambicain d'investigation *ZAM* a ainsi révélé en juillet 2019 les collusions entre des autorités de Maputo et des groupes de pêche chinois[7]. En 2017, des entreprises chinoises ont ainsi multiplié par deux la capacité d'accueil de bateaux de pêche du port mozambicain de Beira et achètent à bas prix les droits de pêche[8].

Circulation maritime

Le canal constitue un axe de transport maritime de premier plan qui voit transiter 30 % du commerce pétrolier international[9]. Depuis 2013, une « autoroute maritime » relie Kenya, Tanzanie, Mozambique, Afrique du Sud à l'ensemble des cinq États insulaires membres de la Commission de l'océan Indien (COI) dont l'Union des Comores, Madagascar, les Seychelles, l'île Maurice et La Réunion font partie. Un centre de coordination régionale d'observation maritime basé au Cap en Afrique du Sud a été financé par la Banque mondiale et l'Union européenne (19 millions €) pour réguler le flux des 5 000 bateaux empruntant le canal du Mozambique chaque année – majoritairement des tankers dont le chargement est estimé à 700 millions de tonnes de brut par an[10]. Dans

5. « Gestion concertée des ressources marines et côtières du Nord du canal du Mozambique », Fonds français pour l'environnement mondial, 23 juin 2017, p. 3 disponible sur : wedocs.unep.org.
6. *Ibid*.
7. « The Associates: Mozambique – Licensed to Plunder », *ZAM magazine*, chronique 40, 2020, disponible sur : www.zammagazine.com.
8 C. Pala « China's Monster Fishing Fleet », *Foreign Policy magazine*, 30 novembre 2020, disponible sur : foreignpolicy.com.
9. J.-P. Numa, « Océan Indien : étude géopolitique et stratégique des flux maritimes, risques et menaces », *Diploweb*, 2018, disponible sur : www.diploweb.com.
10. « Une autoroute maritime dans l'océan Indien », *LINFO.RE*, 2013, disponible sur : www.linfo.re.

la perspective de la future exploitation des gisements de gaz *offshore*, le trafic maritime s'intensifierait et le canal deviendrait une nouvelle autoroute maritime des hydrocarbures.

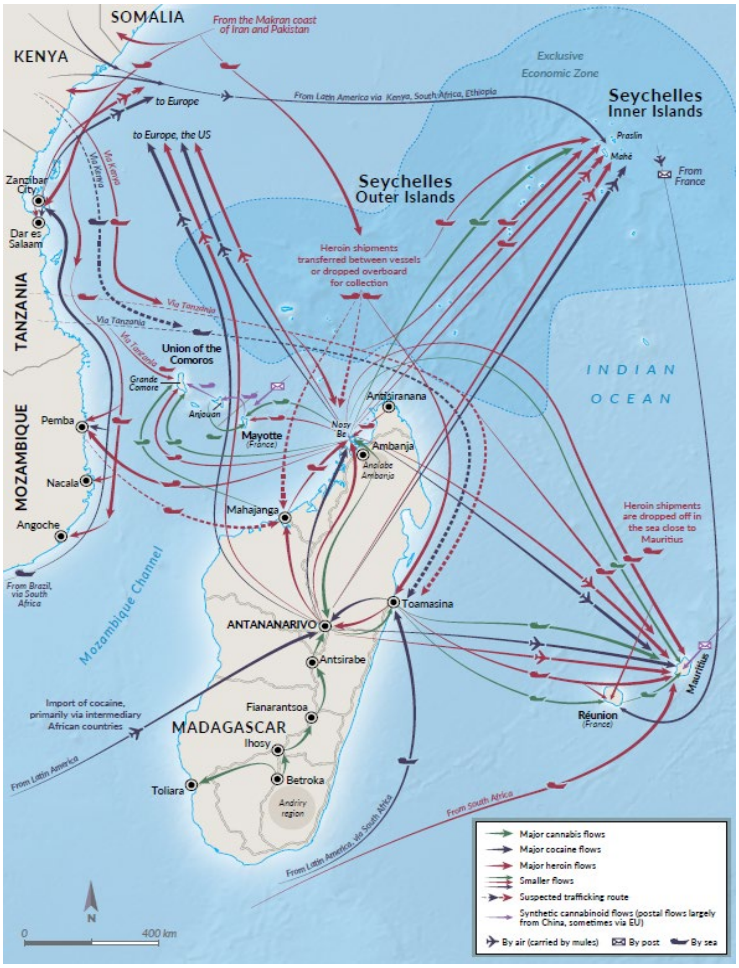
L'intérêt grandissant pour cet axe maritime pose la question de sa sécurisation et s'accompagne du développement par l'Inde et la Chine de plateformes d'échanges en Afrique de l'Est. Ces plateformes qui sont situées sur la côte et qui comportent des infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières et parfois des zones économiques spéciales (ZES) doivent permettre de connecter la route maritime et les voies de pénétration à l'intérieur du continent (comme le corridor de Beira censé relier le Mozambique, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe). En investissant dans de multiples infrastructures de transport, l'Inde et la Chine cherchent à développer leur emprise sur la route maritime du canal. Toutefois, l'insurrection islamiste de Cabo Delgado pourrait à terme constituer un frein aux échanges et à l'activité maritime dans la partie nord du canal, comme semble l'indiquer la décision du « War Committee » de la Lloyds de désigner le canal du Mozambique comme zone à risque élevé[11].

Trafic de drogue afro-asiatique et régional

La fragilité sécuritaire de la zone est révélée par sa perméabilité aux activités criminelles. En effet, le canal du Mozambique fait partie de la route sud de l'héroïne qui relie les zones de production afghanes à l'Afrique australe et le trafic de drogue est dynamique aussi bien dans cette partie de l'Afrique que dans les îles de l'océan Indien[12].

11. « War Insurers List Mozambique Channel as Area of Elevated Hhazard », Maritime Executive, avril 2021, disponible sur : www.maritime-executive.com.
12. L. Bird, J. Stanyard, V. Moonien, R. R. Randrianarisoa, « Changing Tides : The Evolving Illicit Drug Trade in the Western Indian Ocean », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, juin 2021, disponible sur : globalinitiative.net ; J. Eligh, « A Shallow Flood, The Diffusion of Heroin in Eastern and Southern Africa », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mai 2020, disponible sur : globalinitiative.net.

Schéma 2 : Principales routes des trafics de drogues dans l'ouest de l'océan Indien



Source : Global Initiative, juin 2021.

L'interception par la frégate française *Nivôse* de plus de 300 kg de métamphétamines et d'héroïne au large du Mozambique en janvier 2021[13] n'est que le dernier épisode d'une longue série de saisies. En 2018, la plateforme de transit mozambicaine était responsable à elle seule du transbordement de 40 tonnes d'héroïne[14] rapportant environ 100 millions de dollars à l'économie locale[15]. L'héroïne et d'autres drogues alimentent un marché en Afrique australe et orientale qui croît rapidement mais elles sont aussi réexportées vers d'autres continents. Le suivi des marchés de la

13. « CTF150 : 7eme saisie de drogues finalisant la mission NARCOPS du Nivôse », ministère des Armées, avril 2021, disponible sur : www.defense.gouv.fr.
14. J. Hanlon, « The Uberization of Mozambique's Heroin Trade », London School of Economics and Political Science, juillet 2018, p. 4, disponible sur : www.econstor.eu.
15. N. Cook, « Mozambique: Politics, Economy, and U.S. relations », Congressional Research Service, septembre 2019, disponible sur : fas.org.

drogue dans la région met en évidence une tendance à la diversification des produits avec des saisies de cocaïne et de métamphétamines[16].

L'une des conséquences indirectes de l'apparition de la piraterie somalienne fut le déploiement de multiples missions navales menées par l''Organisation du traité de l'Atlantique nord (CMF, CTF150/151), l'Union européenne (Opération Atalante), la Chine et l'Inde dans la mer Rouge, le Golfe d'Aden et la mer d'Arabie. Ces déploiements de marines de guerre ont limité l'accès maritime aux réseaux criminels, contraints de se redéployer vers des zones moins surveillées, notamment dans le canal du Mozambique. Les points d'accès le long des côtes tanzanienne et mozambicaine sont nombreux et relativement peu surveillés, telles que les zones côtières de Nacala, Mocimboa da Praia ou encore les îlots de Mintundo et Vazimi au large du Cabo Delgado.

Au Mozambique, un pays désigné en 2002 comme l'un des points de transit « les moins risqués[17] », le trafic est facilité par de longues frontières terrestres et maritimes, des accès routiers, portuaires et aéroportuaires faiblement contrôlés et une importante corruption des services gouvernementaux[18]. La relative impunité dont semblent bénéficier les trafiquants internationaux, évidente par l'absence totale de condamnations ou même de poursuites, est expliquée par certains analystes par la proximité entre trafiquants et membres clés du parti au pouvoir, le Frelimo[19]. Cette corruption s'échelonne verticalement jusqu'aux plus bas niveaux de l'appareil gouvernemental : les fonctionnaires et agents des douanes et autres services de sécurité aéroportuaires et portuaires[20]. Le trafic de drogue est considéré par le service de recherche du Congrès américain comme l'une des plus importantes problématiques auxquelles les autorités mozambicaines font actuellement face[21]. Par ailleurs, l'insurrection islamiste au Cabo Delgado a contraint les trafiquants à contourner cette province et emprunter de nouvelles routes[22].

Le trafic de drogue est aussi dynamique entre les îles de l'océan Indien. À l'inverse du Mozambique, le rôle de plaque tournante de Madagascar dans ce trafic a longtemps été sous-estimé et sous-étudié mais il commence

16. Sur le développement de ces nouveaux marchés de la drogue en Afrique orientale et australe, lire J. Eligh, « A Synthetic Age, The Evolution of Methamphetamine Markets in Eastern and Southern Africa », Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mars 2021, disponible sur : globalinitiative.net.
17. M. Gastrow, « Mozambique: Threats Posed by the Penetration of Criminal Networks », 2002, disponible sur : www.files.ethz.
18. N. Cook, « Mozambique: Politics, Economy and U.S. Relations », 2019, p. 21.
19. M. Gastrow, « Mozambique: Threats Posed by the Penetration of Criminal Networks », 2002, p. 8, disponible sur : www.files.ethz.ch.
20. *Ibid*.
21. *Idem*, p. 22.
22. « Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa », n° 17, mars-avril 2021, globalinitiative.net.

à être mieux connu et documenté[23]. L'île est un grand producteur et exportateur régional de cannabis (notamment les régions d'Analabe au nord et de Betroka au sud), est intégrée aux routes de l'héroïne et de la cocaïne (notamment les villes de Nosy Be, Majunga et Tamatave, le principal port de Madagascar), les acteurs de ces réseaux sont souvent des étrangers et il y a peu de violence liée au trafic de stupéfiants[24].

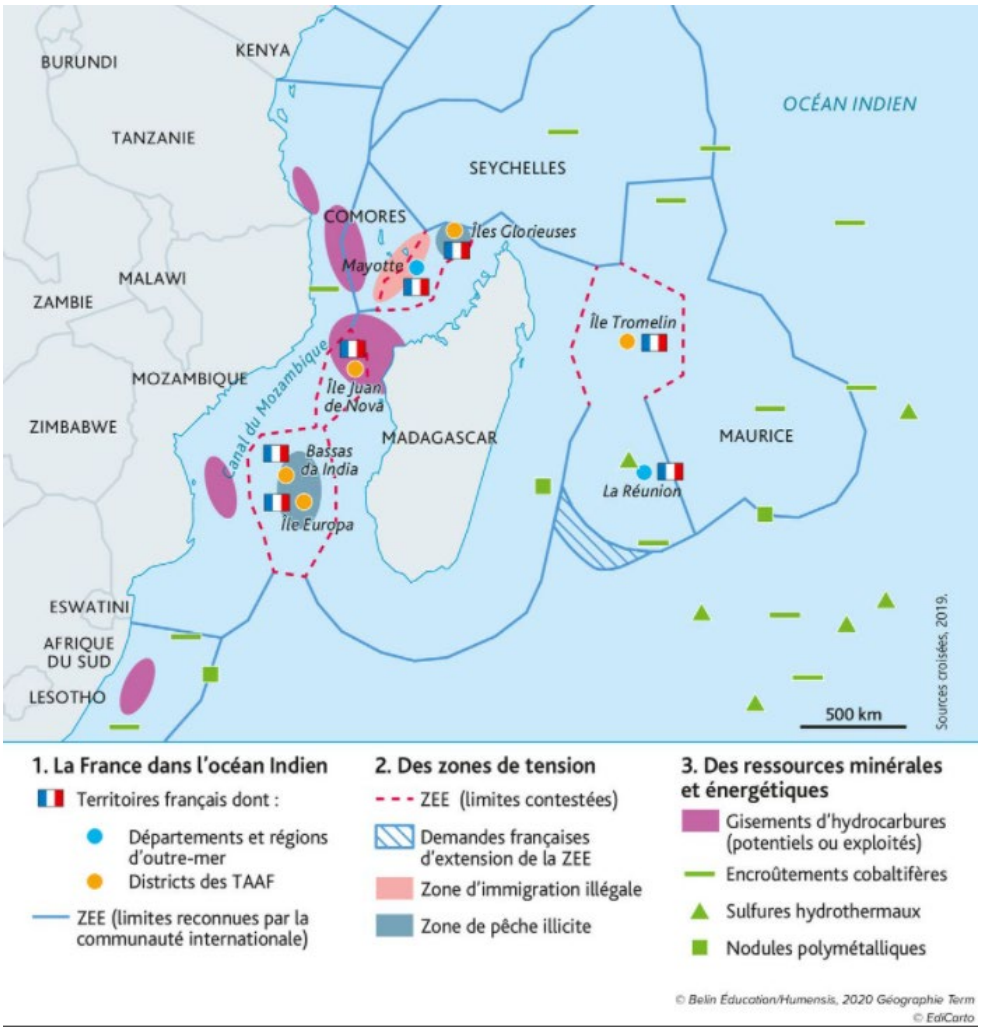
Par ailleurs, les saisies de drogue se multiplient à Maurice et aux Seychelles qui comptent parmi les pays ayant le plus fort taux de prévalence de consommation d'héroïne au monde[25]. Malgré l'impact de la pandémie sur le marché régional des drogues (réduction des échanges et diminution des ressources financières des consommateurs), le trafic continue et démontre sa capacité d'adaptation[26].

Réactivation de contentieux territoriaux historiques

La détermination de la souveraineté des États voisins du canal du Mozambique sur cet espace maritime est un enjeu de taille car, comme déjà évoqué, de probables ressources en hydrocarbures sont en jeu. Au niveau international, l'article 77 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer définit les droits de l'État côtier sur le plateau continental étendu dans une bande littorale de 200 milles nautiques des côtes et les ressources sur lesquelles lui sont attribués des droits souverains. Une demande d'extension du plateau continental au-delà des 200 milles nautiques peut être déposée auprès de la Commission des limites du plateau continental (CLPC).

23. « "Une plaque tournante": Madagascar's Changing Role in Regional Illicit Markets », webinaire Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 7 décembre 2020, disponible sur : globalinitiative.net.
24. « Cinq étrangers mis en examen par la Justice malgache pour trafic de drogue dure », *2424.mg*, 6 juillet 2021, disponible sur : 2424.mg.
25. « World Drug Report », Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2021 ; « L'addiction à l'héroïne frappe 10 % de la population active seychelloise », *Voice of America*, 21 février 2020, disponible sur : www.voaafrique.com ; « Changing Tides. The Evolving Illicit Drug Trade in the Western Indian Ocean », Global Initiative, juin 2021, disponible sur : globalinitiative.net.
26. « Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa », n° 18, avril-mai 2021, disponible sur : globalinitiative.net.

Schéma 3 : enjeux et tensions de ZEE dans l'ouest de l'océan Indien



La France est un acteur majeur de la zone car, au-delà des départements de La Réunion et de Mayotte, elle possède une vaste zone économique exclusive (ZEE) dans le canal du Mozambique liée aux îles Éparses (Juan de Nova, Europa et Bassas da India). Cette présence n'est pas sans susciter des litiges frontaliers qui datent tous de la décolonisation, qui ont été mis sous le boisseau pendant longtemps mais sont réactivés par le renouveau de la compétition internationale dans cette zone.

En premier lieu, les Comores contestent la souveraineté française sur l'île de Mayotte. Lors de la décolonisation des Comores en 1975, Mayotte a été séparée de l'archipel comorien et conservée par la France. En pleine guerre froide, la France entendait y implanter une base navale. Un dessein qui ne s'est jamais réalisé, mais qui a été supplanté par la mise en service en 2000 d'une station d'écoute du réseau satellitaire français d'espionnage des communications. La question mahoraise n'a fait que s'envenimer depuis la déclaration de Mayotte comme 101e département français en 2011 à la suite de la consultation référendaire de 2009. Ce changement de statut a créé de

nouvelles tensions entre les Comores et la France puisqu'il a généré un appel d'air pour les migrants comoriens illégaux vers Mayotte et a fait de l'immigration clandestine un autre sujet contentieux entre Anjouan et Paris. Malgré la signature en juillet 2019 d'un accord pour encadrer les arrivées de migrants comoriens à Mayotte en échange d'une aide au développement de 130 millions d'euros, la lutte concertée contre l'immigration clandestine n'a pas porté ses fruits, ce qui empoisonne le climat entre les deux pays (incidents lors des Jeux des îles en 2015, suspension de la délivrance des visas par l'ambassade de France aux Comores en 2018, convocations des ambassadeurs, etc.)[27]. En 2011, l'Union des Comores a signé un accord avec le Mozambique et la Tanzanie afin d'établir de manière trilatérale les limites des ZEE de ces trois pays. La souveraineté française sur Mayotte n'y est pas reconnue et la diplomatie comorienne s'efforce d'isoler la France sur la question mahoraise.

En outre, l'intérêt géostratégique de Mayotte qui ne s'est jamais concrétisé pourrait être réactualisé par l'exploitation gazière au Mozambique. En effet, Total organise actuellement le repli d'une partie de sa plateforme logistique à Mayotte en raison des troubles sécuritaires au nord du Mozambique[28].

Le Mozambique qui, après avoir remis le 11 mai 2009 une information préliminaire à la CLPC, a déposé le 7 juillet 2010 une demande à la CLPC qui couvre le plateau continental au sud des 200 milles d'Europa, celui sur lequel la France avait des visées qui ne se sont pas concrétisées[29]. De son côté, la France n'a déposé aucune revendication de plateau continental étendu autour des îles Éparses auprès de la CLPC – alors que cela a été fait le 13 mai 2019 pour l'île de la Réunion et les îles Saint-Paul et Amsterdam – pour ne pas envenimer les relations avec les États tiers concernés, en particulier Madagascar.

En effet, les îles Éparses qui ne sont pas habitées donnent lieu à un contentieux franco-malgache[30]. Antananarivo souhaite recouvrer la souveraineté sur le chapelet d'îlots, une revendication formulée en 1972 et approuvée par l'Organisation des Nations unies (ONU)[31]. En 1979, une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU « invite le Gouvernement français

27. « Mayotte : les négociations France-Comores dans l'impasse autour de l'immigration illégale », *Le Monde*, 8 février 2021, disponible sur : www.lemonde.fr.
28. D. Brewster, « The Mozambique Channel is the Next Security Hotspot », Lowy Institute, 2021, disponible sur : www.lowyinstitute.org.
29. T. Lorgeoux, « Rapport d'information du Sénat », 2012, disponible sur : www.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr.
30. Ce litige a fait l'objet de plusieurs analyses historico-juridiques détaillées. On lira avec profit : A. Oraison, « Radioscopie critique de la querelle franco-malgache sur les îles Éparses du canal de Mozambique », *Revue juridique de l'océan Indien*, n° 11, 2010 ; V. Rafaly, « Un panorama juridique sur le statut des Îles Éparses du canal du Mozambique », *Revue juridique de l'océan Indien*, n° 29, 2020 ; R. Ricard, « Les îles Éparses : France/Madagascar », *ZOMAD*, 2020, disponible sur : zomad.eu. P. Villatoux, « Les îles Éparses, un enjeu stratégique pour la France », *Conflits*, juillet-août 2021, disponible sur : www.revueconflits.com.
31. « Les îles Éparses, des confettis au cœur du contentieux franco-malgache », Radio France International, août 2020, disponible sur : www.rfi.fr.

à entamer, sans plus tarder, des négociations avec le Gouvernement malgache, en vue de la réintégration des îles précitées, qui ont été séparées arbitrairement de Madagascar » et « demande au Gouvernement français de rapporter les mesures portant atteinte à la souveraineté et l'intégrité territoriale de Madagascar et de s'abstenir d'en prendre d'autres qui auraient le même effet et pourraient affecter la recherche d'une solution juste au présent différend »[32]. Depuis 1979 les autorités françaises ont toujours ignoré cette résolution, l'enjeu étant de maintenir le contrôle sur 640 000 km² de ZEE, soit 6 % du territoire maritime français[33], situés de surcroît sur une voie maritime stratégique.

Depuis la déclaration du président malgache Andry Rajoelina lors de sa visite à Paris, le 29 mai 2019, demandant « à Monsieur le président [Emmanuel Macron] de trouver une solution pour la gestion ou la restitution des îles Éparses à Madagascar », les autorités malgaches font une priorité de cette question. Les fonds marins autour de ces terres, potentiellement riches en hydrocarbures, ne sont pas sans aiguiser l'appétit d'intérêts étrangers et locaux. À ce titre, les autorités françaises mettent en avant la valeur écologique des îles Éparses et mènent une politique de protection environnementale. En effet, l'accès, le mouillage et la pêche sont strictement réglementés et l'administration des Terres australes et antarctiques françaises veille au respect de cette réglementation. Cette politique de sanctuarisation écologique des îles Éparses est interprétée par les autorités malgaches comme un stratagème pour empêcher toute restitution. Le conflit diplomatique entre Antananarivo et Paris est de plus en plus aigu, alors que lors de leur rencontre du 29 mai 2019 les présidents Emmanuel Macron et Andry Rajoelina s'étaient entendus pour trouver un accord d'ici le mois de juin 2020 pour une gestion commune et créer une Commission mixte franco-malgache. Le président français, de manière unilatérale, s'est rendu en octobre 2019 sur Grande Glorieuse et a rappelé : « Ici, c'est la France ». De leur côté, en 2020 les autorités malgaches ont vivement contesté la création d'une réserve naturelle nationale sur l'archipel des Glorieuses et l'idée française d'inscrire les îles Éparses au patrimoine mondial naturel de l'UNESCO[34]. L'impasse entre Paris et Antananarivo sur les îles Éparses est totale comme en témoignent les travaux de la Commission mixte sur les îles Éparses qui sont quasiment à l'arrêt, même si un diplomate français nous confiait qu'une deuxième session de la commission était prévue pour l'automne 2021[35]. De plus, à l'invitation du MEDEF, le président Rajoelina s'est rendu à Paris la dernière semaine d'août 2021, pour une visite de trois jours[36], preuve que certains canaux avec

32. Résolution 34/91 du 12 décembre 1979, disponible sur : undocs.org.
33. *Ibid.*
34. « L'ambassadeur de France convoqué », *Madagascar Tribune*, 19 mai 2020, disponible sur : www.madagascar-tribune.com. « Entre Macron et Rajoelina, l'ère de la crise diplomatique permanente », *Africa Intelligence*, 23 août 2021, disponible sur : www.africaintelligence.fr.
35. Entretien en juillet 2021.
36. « Madagascar : le Président et une délégation à Paris pour rencontrer le MEDEF », France Info, 23 août 2021, disponible sur : la1ere.francetvinfo.fr.

Paris sont encore ouverts. Toutefois, l'affaire[37] du soi-disant complot pour abattre le président malgache pendant l'été dans lequel deux ressortissants français seraient impliqués prouve que les autorités continuent à jouer sur la fibre nationaliste contre Paris.

L'échec de l'accord franco-mauricien sur l'île de Tromelin laisse peu d'espoir à un règlement du litige sur les îles Éparses à moyen terme. En effet, cet accord signé en 2009 introduisait le principe de cogestion de la ZEE de cet Îlet revendiqué par Maurice[38]. Or la crainte de créer un précédent qui pourrait être exploité par Madagascar pour remettre en cause la souveraineté totale de la France sur les îles Éparses a, par ricochet, motivé le blocage du compromis franco-mauricien sur la gestion commune de Tromelin. La ratification de l'accord entre la France et l'île Maurice par l'Assemblée nationale a été bloquée à deux reprises en 2013 et 2017[39].

Insurrection islamiste

Les attaques des éléments affiliés à l'État islamique dans les villes de Mocimboa da Praia (août 2020), Muidumbe (novembre 2020) et Palma[40] (27 mars 2021) ont mis à jour l'incapacité des autorités mozambicaines à contenir l'insurrection islamiste dans la province du Cabo Delgado qui a déplacé plus de 660 000 personnes depuis 2019[41] et compromet la mise en valeur des gisements gaziers.

L'insurrection islamiste au Mozambique est née au début de 2007, de revendications locales initialement sous la forme de contestations pacifiques. À cette époque, certains chefs religieux locaux ont commencé à remarquer des « changements notables dans le comportement de certains jeunes[42] ». Initialement connue sous le nom d'Ansar al Sunna, puis al Shabaab, une homonymie du groupe somalien qui ne reflète pourtant pas l'existence de liens entre les deux foyers. La contestation est devenue activisme armé au début de l'année 2015[43]. Cette insurrection n'a pas été prise au sérieux par les autorités mozambicaines qui ont minimisé la menace, en qualifiant notamment les

37. « Madagascar : la tentative d'assassinat du président Rajoelina décortiquée », *Le Point*, 1er août 2021, disponible sur : www.lepoint.fr.
38. A. Oraison, « Radioscopie critique de la querelle franco-mauricienne sur le récif de Tromelin », *Revue juridique de l'océan Indien*, n° 14, 2011, disponible sur : www.rjoi.fr.
39. « Qu'est-ce que cette île Tromelin qui fait tant réagir ? », *Le Monde*, 18 janvier 2017, disponible sur : www.lemonde.fr.
40. « Attaque au Mozambique : "Le groupe islamiste va certainement vouloir étendre de plus en plus son territoire" », France Info, mars 2021, disponible sur : www.francetvinfo.fr.
41. « Access snapshot, Cabo Delgado », United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, mai 2021, disponible sur : reliefweb.int.
42. « Mozambique's Extremist Violence Poses Treat for Neighbours », *DW*, date inconnue, disponible sur : www.dw.com.
43. D. Gartenstein-Ross, E. Chace-Donahue, C. P. Clarke, « The Evolution and Escalation of the Islamic State Threat to Mozambique », Foreign Policy Research Institute, avril 2021, disponible sur : www.fpri.org.

insurgés de « bandits » ou en évitant tout simplement de traiter le problème. Cette absence de réponse a été l'un des « accélérateurs de l'insurrection[44] ».

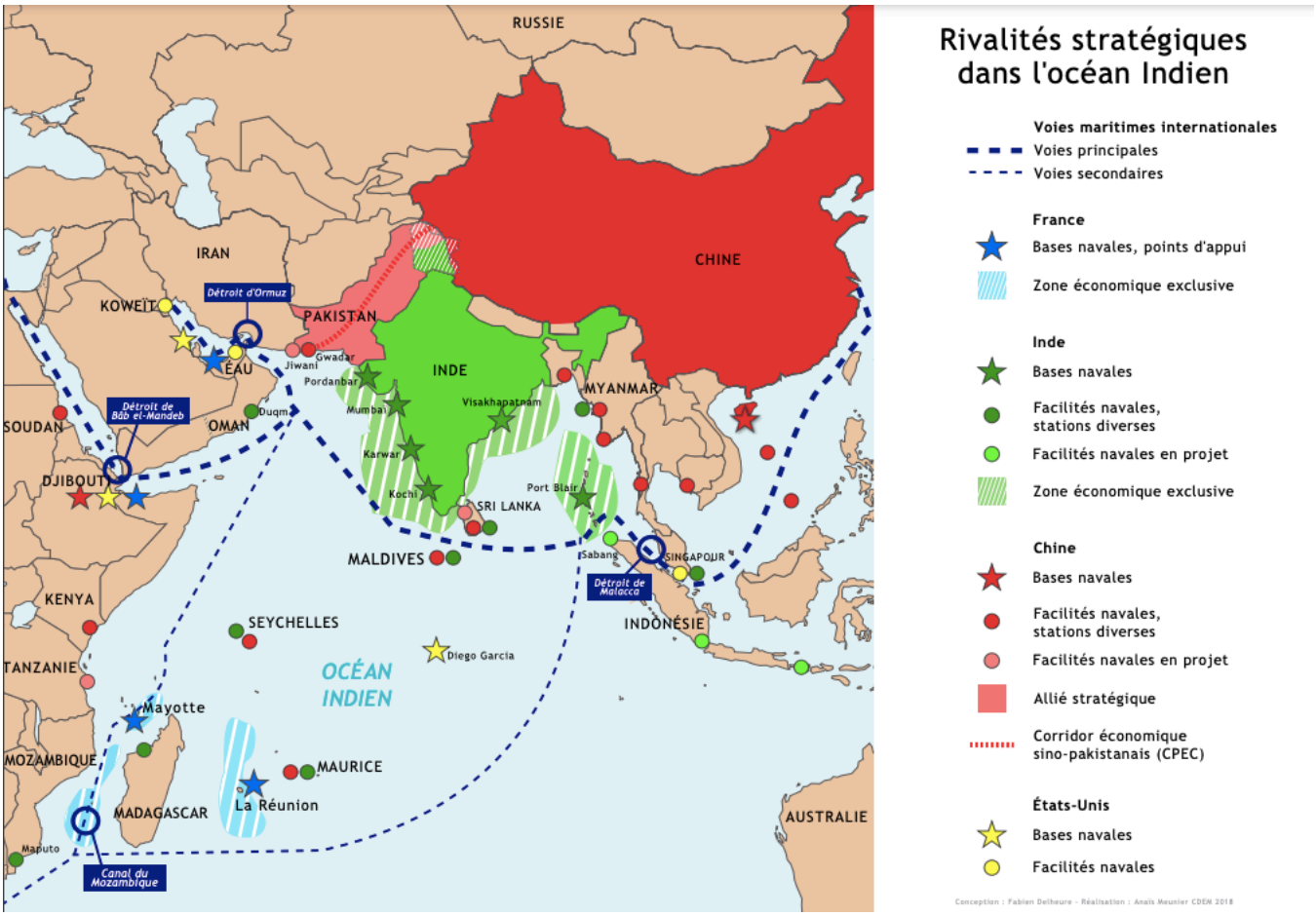
La matrice de cette insurrection islamiste est formée par la tradition rebelle du nord mozambicain, les écarts de développement entre le nord marginalisé et le sud du pays et la préemption de la rente gazière par l'élite gouvernementale. Ces facteurs ont développé parmi les populations majoritairement musulmanes de la province du Cabo Delgado un vif ressentiment à l'égard du gouvernement[45] et, avec ce nouveau conflit, le Mozambique est victime d'une pré-malédiction des ressources[46]. Face à la montée en puissance de l'insurrection, le gouvernement mozambicain a initialement été réticent à accepter des offres de coopération étrangères[47] en particulier des pays de la SADC, et a préféré recourir à des entreprises de mercenariat (Wagner Group, Dick Advisory Group, Paramount) en appui des forces nationales mais sans résultat[48]. Les islamistes ont continué à s'étendre en zone rurale et ont attaqué des villes côtières. La prise de Palma a été un véritable électrochoc car, proche de la base logistique de Total, elle était censée être sécurisée par les forces mozambicaines. La victoire facÎle des assaillants a forcé Total à évacuer son personnel, suspendre son projet et déclarer un cas de force majeure.

Alors que le 10 mars 2021, l'administration américaine a désigné Daech Mozambique comme une « organisation terroriste étrangère » et un « groupe terroriste mondial expressément désigné », l'électrochoc de Palma a déclenché une mobilisation internationale et des offres de services que le gouvernement mozambicain ne peut plus se permettre d'ignorer. Et ce d'autant plus que le risque de régionalisation de la menace est réel compte tenu des réseaux islamistes en Afrique australe et orientale et des minorités musulmanes discriminées qui constituent un fertÎle terreau de recrutement. Désormais, les forces de sécurité mozambicaines ploient sous une avalanche d'offres d'aide[49] et, avec le déploiement de forces rwandaises et de la SADC, le conflit du Cabo Delgado est en voie d'internationalisation pour le meilleur et pour le pire…[50]

44. P. K. Forster, « Jihadism in Mozambique : The Enablers of Extremism Sustainability », *Small Wars Journal*, octobre 2020, disponible sur : smallwarsjournal.com.
45. Voir le compte-rendu de la conférence de l'Ifri sur le Mozambique en crises, 23 janvier 2020, disponible sur : afriquedecryptages.wordpress.com.
46. T. Vircoulon, « Mozambique : des gisements gaziers à l'insurrection islamiste », *The Conversation*, 24 mai 2021, disponible sur : theconversation.com.
47. « Face au terrorisme, le Mozambique n'accepte aucune aide », *Courrier International*, février 2021, disponible sur : www.courrierinternational.com.
48. « Resort to Private Military Companies to Fight the Insurgency in Cabo Delgado: Without Transparency and with Disastrous Results », Centro de Integridade Publica ; « Le fiasco des mercenaires au Mozambique », *Le Point*, 31 mars 2021, disponible sur : www.lepoint.fr.
49. « An Overview of Foreign Security Involvement in Mozambique », DefenceWeb, 7 avril 2021, disponible sur : www.defenceweb.co.za.
50. « Mozambique Insurgency: Rwanda Leads the Fightback », BBC, 6 août 2021, disponible sur : www.bbc.com.

Les acteurs de la compétition internationale

Schéma 4 : rivalités stratégiques dans l'océan Indien



Le canal du Mozambique est un espace dans lequel sont en concurrence, de façon plus ou moins ouverte et assumée, des puissances internationales telles que les États-Unis, la France, la Russie, la Chine ou l'Inde. Les pays extérieurs en compétition proposent la même formule de collaboration aux gouvernements de la région : investissements économiques et coopération sécuritaire. Ces compétiteurs internationaux mobilisent toute leur capacité d'influence politique, diplomatique, économique et sécuritaire. L'émergence d'une menace islamique dans une zone perçue comme la « future mer du Nord » exacerbe cette compétition et crée des convergences d'intérêts en même temps.

France

Le gouvernement français se positionne depuis longtemps comme un pourvoyeur d'aide aux pays du canal du Mozambique et tente d'être un catalyseur de coopération régionale. Par ailleurs, il se positionne aussi de plus en plus en acteur sécuritaire régional en déployant sa marine de guerre dans l'océan Indien et le golfe d'Aden et en faisant des offres de coopération sécuritaire tous azimuts. La région (Mayotte et Réunion) compte plus d'un million de Français.

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est ainsi rendu à Port-Louis, Antananarivo et Maputo, en février 2020. Ses entretiens étaient axés sur la surveillance du canal du Mozambique, la coopération militaire, la montée du djihadisme et l'approfondissement des relations économiques avec les pays de la zone. Le gouvernement français a proposé aux autorités mozambicaines une assistance en matière de renseignement technique (imagerie satellitaire) contre le mouvement islamiste et aux autorités malgaches de les aider pour sécuriser leurs côtes et le trafic maritime autour de l'île par l'installation de sémaphores et la fourniture d'équipements de surveillance.

De manière générale, les autorités françaises jouent la carte de la coopération régionale en essayant d'améliorer « l'intégration des îles françaises dans leur environnement régional, de renforcer les partenariats avec les organisations régionales et d'encourager le développement durable de filières de l'économie bleue, verte et circulaire[51] ». Plus largement, Paris, *via* la COI, entend contribuer à une plus grande intégration économique des îles de l'océan Indien avec la façade est-africaine[52], à travers notamment le câble internet haut débit METISS[53] mais aussi de promouvoir certains liens culturels communs (présence de minorité indienne, langue swahilie). La protection de l'environnement et la prévention contre les catastrophes naturelles (cyclones, inondations, etc.) sont deux des grands axes de la politique de coopération française dans le sud-ouest de l'océan Indien. Actuellement, la France fait partie des bailleurs de l'aide humanitaire pour lutter contre la disette dans le sud de Madagascar.

Outre une importante présence économique à Madagascar qui est un héritage historique[54], la France s'intéresse aussi à l'autre pays du canal. Le

51. « Océan Indien, Stratégie régionale 2019-2023 », Agence française de développement, 2019, disponible sur : www.afd.fr.
52. Entretien avec un diplomate français, *op. cit.*
53. Projet METISS, commission de l'océan Indien, disponible sur : www.commissionoceanindien.org.
54. De grands groupes français (Sogea-Satom, Bolloré, Bouygues, Orange, Société Générale, etc.) sont actifs et plusieurs projets dans le secteur de l'énergie sont en cours de développement. La présence économique française à Madagascar, ministère de l'Économie, 8 janvier 2019, disponible sur : www.tresor.economie.gouv.fr.

principal investissement français dans la zone du canal du Mozambique est celui du pétrolier Total. Il est devenu l'actionnaire majoritaire du bloc d'extraction de gaz naturel de l'Afunghi dans le Cabo Delgado[55], estimé à plus de 60 milliards de dollars, pour un investissement initial de 14,9 milliards de dollars[56]. Parallèlement, l'Agence française de développement soutient le développement des énergies renouvelables dans ce pays[57].

Néanmoins, les offres de coopération française butent sur le contentieux des îles Éparses à Madagascar et le scandale des prêts cachés au Mozambique. Cette affaire de prêts non-déclarés impliquait les Constructions mécaniques de Normandie d'Iskandar Safar qui a livré des vedettes militaires payées par une dette illégalement contractée auprès de la banque d'État russe VTB et du Crédit Suisse[58].

États-Unis

Les États-Unis restent un partenaire discret mais influent auprès de certains États du canal, tel que le Mozambique, où Washington est pourvoyeur d'aide comme la France (251 millions $ en 2019 et 403 millions $ en 2020)[59]. Le service de recherche du Congrès stipule que « les relations bilatérales » sont restées « cordiales » malgré les inquiétudes américaines envers la dette cachée du pays[60]. Les États-Unis coopèrent dans plusieurs domaines avec le Mozambique, notamment l'assistance humanitaire, mais aussi juridique et sécuritaire. Ces investissements limités, en comparaison de ceux observés dans d'autres zones du globe, pourraient néanmoins rapidement s'accroître en réponse au développement de l'État islamique dans le pays. Certains projets du Département d'État américain ont ainsi commencé à cibler les communications du groupe[61].

L'aide américaine au Mozambique concerne notamment les secteurs de l'agriculture, de l'aide humanitaire et médicale. Les projets visant à endiguer la progression du VIH – dont le taux d'infection était en 2017 de 12,5 % – ont à eux seuls mobilisé la plupart des financements américains durant ces dernières années dans le cadre du Global Health Program.

55. « Mozambique LNG project », communiqué de presse Total, non daté, disponible sur : www.ep.total.com.
56. « Total Announces the Signing of Mozambique Project Financing », communiqué de presse Total, 17 juillet 2020, disponible sur : www.total.com.
57. « Mozambique : le gouvernement accélère l'électrification du pays en privilégiant les énergies renouvelables », AFD, 1er octobre 2020, disponible sur : www.afd.fr.
58. T. Coloma, L. Fauvel, « La crise financière du Mozambique : un pays modèle remis en cause », *notes de Ifri*, juillet 2017, disponible sur : www.ifri.org.
59. N. Cook, « Mozambique: Politics, Economy and US Relations », 2019, p. 20.
60. *Ibid*.
61. Entretien avec une source confidentielle directement impliquée dans les-dit projets, 2 mai 2021.

Les États-Unis n'ont cependant pas restreint leur champ d'action à des projets humanitaires et commencent à investir le domaine de la sécurité. Les agences spécialisées dans la protection de la faune sauvage ont ainsi sporadiquement financé des initiatives de soutien à leurs homologues mozambicains, tandis que la DEA, l'agence fédérale anti-drogue, a ouvert un bureau à Maputo en 2017[62]. Washington a apporté son soutien aux initiatives de démobilisation et réintégration de la Renamo au sein d'un comité international de médiation[63]. Par ailleurs, les formations et exercices conjoints se multiplient (exercice interarmes régional Cutlass conduit en janvier 2019[64] et qui regroupe les forces armées de pays comme les Seychelles, le Mozambique ou Djibouti sous l'égide de l'US Navy, formation de certaines unités militaires mozambicaines, etc.).

Malgré une présence plus discrète que dans d'autres zones géographiques comme la Péninsule arabique ou la mer Rouge, les États-Unis n'en restent donc pas moins intéressés à assurer la stabilité de cet axe maritime en appuyant la lutte contre le trafic de stupéfiants et le djihadisme et à défendre les intérêts de leurs compagnies dans la région. À ce titre, les États-Unis ont approché d'une manière plus déterminée l'affaire de la dette cachée, en soutenant les autorités mozambicaines en charge de l'enquête mais aussi en accusant publiquement cinq personnes impliquées, dont l'ancien ministre des Finances mozambicain incarcéré en Afrique du Sud depuis 2018 (Manuel Chang) dont ils réclament l'extradition[65]. Par ailleurs, la compagnie américaine Exxon a aussi investi dans les gisements gaziers au nord du Mozambique[66].

L'action des États-Unis dans les autres pays du canal, et notamment à Madagascar, est plus restreinte. Washington a ainsi supprimé toute aide non humanitaire et tout soutien aux autorités malgaches durant le coup d'État de 2009 avant de retirer les sanctions mises en place après l'élection du président Rajaonarimampianina[67]. L'USAID finance des projets de développement et d'aide humanitaire face à la disette qui sévit dans le sud de Madagascar. Toutefois, les autorités américaines ne négligent pas le domaine sécuritaire, et

62. N. Cook, 2019, *op. cit.* p. 21.
63. N. Cook, 2019, *op. cit.* p. 22. La Resistência Nacional Moçambicana plus connue sous son acronyme Renamo est une ancienne guérilla armée du Mozambique transformée en parti politique depuis la fin de la guerre civile en 1992 mais qui a repris les armes en 2013 et a fini par signer un nouvel accord de paix avec le gouvernement. S. Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique. Ghosts from the Past and Brakes to Peaceful Democracy », *Notes de l'Ifri*, mai 2017, disponible sur : www.ifri.org.
64. « Cutlass Express 2019 », Naval Technology, publié le 30 janvier 2021, disponible sur : www.naval-technology.com.
65. Annonce du département de la Justice américain, 7 mars 2019, disponible sur : www.justice.gov.
66. « There's 120 Billion at Stake in a Forgotten War in Mozambique », *Bloomberg*, mars 2021, disponible sur : www.bloomberg.com.
67. « US Relations With Madagascar Factsheet », département d'État américain, décembre 2020, disponible sur : www.state.gov.

en particulier le secteur de la marine avec l'affectation d'un conseiller à la sécurité maritime pour le ministère de la Défense malgache[68].

Russie

Le canal du Mozambique fait partie des zones cibles de la Russie dans le cadre de sa redécouverte de l'Afrique. Sa stratégie consiste à fournir des services de sécurité et de communication en échange de ressources naturelles et/ou d'un soutien lors des votes au Conseil de sécurité des Nations unies[69]. Plus largement, la Russie aurait exprimé son intérêt à coopérer avec la COI[70] et devenir partenaire de dialogue avec l'Association des États riverains de l'océan Indien[71].

Dans le cadre des opérations d'influence russes en Afrique, Madagascar semble avoir été particulièrement ciblée. Le gouvernement russe fait appel à l'Association for Free Research and International Cooperation (AFRIC). Implantée en Russie, cette organisation non gouvernementale est dirigée par le docteur en psychologie politique mozambicain José Matemulane. En septembre 2019, l'AFRIC[72] a soutenu l'organisation de la conférence « Les îles de l'espoir », centrée sur la restitution des îles Éparses à Madagascar[73]. De même, l'analyste politique de la Fondation de la protection des valeurs nationales, organisation russe spécialisée dans le conseil électoral (FZNC), Maxim Shugalei, a coordonné pour le compte du think tank russe International Anticrisis Center – sous sanction du Trésor américain pour tentatives d'influence dans le cadre des élections américaines de 2020[74] – une campagne visant à influencer les élections malgaches de 2018.

Le soutien politique russe va de pair avec un regain d'intérêt pour les ressources du sous-sol malgache. Le 7 avril 2021, Andrey Andreev, le nouvel envoyé diplomatique de Moscou, a présenté ses lettres de créance au chef

68. « Culmen International intronisé conseiller stratégique de la marine malgache », *Africa Intelligence*, 8 octobre 2020, disponible sur : www.africaintelligence.fr.
69. Sur la nouvelle politique russe en Afrique, lire : A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Notes de l'Ifri*, avril 2019, disponible sur : www.ifri.org et S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », *Russie.Nei.Visions*, n° 120, septembre 2020, disponible sur : www.ifri.org.
70. « Russia, Indian Ocean Commission explore cooperation », *Xinhua*, 20 janvier 2019, disponible sur : www.xinhuanet.com.
71. « Russia to Continue Attempt to Be IORA Dialogue Partner, "Depends" on Support From India », *The Wire*, 21 décembre 2020, disponible sur : thewire.in.
72. A. Shekhovtsov, « Fake Election Observation as Russia's Tool of Election Interference: The Case of AFRIC », European Platform for Democratic Elections, 10 avril 2020, disponible sur : www.epde.org.
73. « l'Afrique, terre de conquête pour les experts électoraux russes », *La lettre de l'océan Indien*, 18 novembre 2019, disponible sur : www.africaintelligence.fr.
74. « Treasury Escalates Sanctions Against the Russian Government's Attempts to Influence U.S. Elections », communiqué du département du Trésor américain, publié le 15 avril 2021, disponible sur : home.treasury.gov.

de l'État malgache Andry Rajoelina. Il a déjà en ligne de mire les ressources extractives de Madagascar. Andrey Andreev a rencontré le 12 avril Eloi Alphonse Maxime Dovo, un des prédécesseurs de Tehindrazanarivelo à la tête de la diplomatie malgache. Ancien ambassadeur de Madagascar à Moscou de 2003 à 2018, Eloi Dovo, russophone, se fait désormais le relais de la Russie sur la Grande Île. L'ex-diplomate représente aujourd'hui l'Association de coopération économique avec les pays africains (ACEPA), un organisme créé en 2019 à l'occasion du sommet Russie-Afrique de Sotchi et dirigé par Alexander Saltanov, ancien vice-ministre des Affaires étrangères. L'ACEPA, qui représente plusieurs conglomérats russes, collabore notamment avec la Roscongress Foundation, très active en Afrique et pilotée par Anton Kobyakov, conseiller présidentiel auprès de Vladimir Poutine.

Pourtant, le principal investissement russe sur place, Kraoma Mining, s'est soldé en décembre 2019 par la sortie rapide de la société saint-péterbourgeoise Ferrum Mining de la *joint-venture* qu'elle avait montée avec la mine étatique de chromite Kraoma en 2018. Les multiples délégations du géant russe Gazprom auprès du ministre des Mines, Fidiniavo Ravokatra, au début de l'année 2020, n'ont pas non plus porté leurs fruits.

Au Mozambique, la Russie applique le même type de stratégie économico-sécuritaire avec en plus le déploiement de mercenaires pour lutter contre l'insurrection islamiste dans le Cabo Delgado. Les relations russo-mozambicaines ont fait l'objet d'une étude détaillée de l'Ifri à laquelle nous renvoyons[75]. Il convient de noter que le Mozambique est le premier exemple d'échec des mercenaires du Wagner Group (ChVK Wagner) – une société à laquelle Maputo a fait appel à la mi-2019. Le retrait de ces militaires privés entre novembre et décembre 2019 est un revers significatif pour le Kremlin qui ne signifie pas néanmoins la cessation des activités d'autres entités, telles que l'AFRIC ou les « usines à trolls ». Les mercenaires russes ont eu des problèmes d'adaptation (maladies tropicales, méconnaissance du terrain, etc.)[76] et ils ont subi des pertes au combat dès leur arrivée dans le Cabo Delgado[77]. Ils se sont désengagés du Cabo Delgado quelques mois seulement après leur déploiement.

La Russie n'est cependant pas le seul acteur intéressé par les ressources économiques du canal du Mozambique. La Chine, et plus

75. T. Coloma, « La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique », *Notes de l'Ifri*, mai 2020, disponible sur : www.ifri.org.
76. Entretien avec une source confidentielle avec une connaissance particulière du sujet, en avril 2020.
77. S. Sukhankin, « Russian Mercenaries Pour into Africa and Suffer More Losses », Jamestown foundation, janvier 2020, disponible sur : jamestown.org et S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », *Russie.Nei.Visions*, n° 120, Ifri, septembre 2020, disponible sur : www.ifri.org.

récemment l'Inde, manœuvrent aussi afin de renforcer leur influence et leurs intérêts dans la région.

Chine

La présence chinoise dans les pays du canal du Mozambique est à la fois diverse et en croissance rapide. S'il existe de petites communautés chinoises historiques au Mozambique et à Madagascar qui ont pu initialement faciliter les relations avec la Chine[78], l'essor de ces dernières est essentiellement dû à la puissance économique et à l'activisme diplomatique chinois. Les moteurs de l'offensive chinoise dans le canal du Mozambique correspondent à ceux qui ont été analysés ailleurs en Afrique[79] :

- développement d'un portefeuille de coopérations institutionnelles très divers (santé, éducation, agriculture, culture, sécurité, etc.) ;
- prêts importants pour le financement d'infrastructures essentielles (transports, énergie, etc.) ;
- visites et échanges de haut niveau.

Pour les autorités chinoises, le Mozambique est la porte d'entrée de la SADC. Depuis la visite du président Hu Jintao en 2007, les acteurs publics et privés chinois ont considérablement investi au Mozambique au point d'être présents dans presque tous les secteurs d'activité (de la pêche à la banque en passant par l'exploitation forestière)[80] et la China Development Bank a installé son siège régional au Mozambique et non en Afrique du Sud. La Chine soutient en particulier le développement des infrastructures de transport : construction du pont géant et rénovation de l'aéroport de Maputo, construction de l'autoroute n° 6, rénovation et extension des ports de Nacala, Maputo, Quelimane, Beira, construction de voies ferroviaires, etc. Les sociétés chinoises de travaux publics participent notamment au développement des corridors de Nacala et de Beira, essentiels pour l'exploitation du charbon de la mine de Moatize, et la Chine promeut le désenclavement des économies minières de la Zambie et du Zimbabwe en les connectant par des voies ferrées aux ports mozambicains[81]. La Chine s'intéresse aussi aux gisements d'hydrocarbures mozambicains. En mai 2016,

78. Sur l'histoire de l'immigration chinoise à Madagascar, lire M. Pellerin, « Le nouvel essor des relations entre la Chine et Madagascar », *Notes de l'Ifri*, mars 2011, disponible sur : www.ifri.org. Manuel Chang, l'ex-ministre des Finances du Mozambique précédemment mentionné, est un Mozambicain d'origine chinoise.
79. Nous avons traité certains de ces aspects dans nos trois webinaires des 7, 14 et 21 avril 2021 sur la présence chinoise en Afrique australe et centrale.
80. C. Alden et S. Chichava (dir.), « China and Mozambique, From comrades to capitalists », *Jacana Media*, 2014.
81. « Portuguese and Chinese Team Signs Deal to Build $1.4bn Mozambique Railway », *Global Construction Review*, 15 juin 2017, disponible sur : www.globalconstructionreview.com et « Un nouveau projet de rail Mozambique-Zimbabwe *via* la Zambie », Observatoire français des nouvelles routes de la soie, disponible sur : observatoirenrs.com.

lors de la visite en Chine du président mozambicain Filipe Nyusi, la China National Petroleum Corporation (CNPC) et la National Enterprise of Hydrocarbons (ENH), ont signé un accord-cadre de coopération visant à approfondir leurs relations dans le pétrole et le gaz. La China National Petroleum Corporation (CNPC) détient 28,6 % du bloc 4 au sein de *la joint-venture* Rovuma LNG (ExxonMobil-ENI, CNPC, Kogas, ENH) qui jouit d'un prêt de 4,7 milliards $ de la part de… l'US Eximbank. Malgré les alertes quant au risque sécuritaire dans la zone et la guerre économique engagée par l'ex-président américain Donald Trump contre la Chine, ce projet a bénéficié des largesses de l'US Eximbank au motif qu'il soutiendrait 16 700 emplois américains sur une période de cinq ans[82].

À l'instar du Mozambique, la présence économique chinoise à Madagascar est protéiforme et rares sont les secteurs d'activités où les entreprises chinoises sont absentes (infrastructures, pêche, mines, énergie, agriculture, etc.). La Chine est devenue le principal partenaire économique de Madagascar devançant ainsi les pays européens. En 2017, la France, troisième fournisseur de la Grande Île, a vu sa part de marché diminuer (6,4 % contre 6,9 % en 2016). Elle est devancée par l'Inde (9,3 %) et reste loin derrière la Chine (18,6 %)[83]. La Chine a alloué des financements importants dans de grands projets comme la reconstruction des routes nationales, de ports, de voies rapides, de ponts et d'installation d'accès de télévision par satellite. Comme il y a plusieurs liaisons aériennes entre Madagascar et la Chine, celle-ci est également le premier fournisseur de produits importés à Madagascar et le quatrième destinataire de produits d'exportation de la Grande Île depuis plusieurs années. Bien que la coopération militaire sino-malgache soit ancienne, l'ambassade de Chine à Antananarivo a récemment accueilli son premier attaché de défense et l'ambassadrice Guo Xiaomei redouble d'efforts pour développer des liens avec l'administration de Rajoelina et son parti. De plus, fin avril 2021, des représentants de l'entreprise publique chinoise CNOOC étaient à Antananarivo. Ils chercheraient à reprendre des blocs *offshores* situés au nord de Madagascar qui ont été abandonnés par BP il y a quelques mois et qui avaient été détenus par ExxonMobil entre 2005 et 2015[84].

Les autorités chinoises ont su exploiter les moments de tension entre les gouvernements mozambicain et malgache et leurs partenaires occidentaux. Soumis aux sanctions européennes et américaines, le régime de la transition alors dirigé par l'actuel président Andry Rajoelina s'est tourné vers la Chine

82. « U.S. Export-Import Bank Warned on Mozambique Risks Before $4.7 Billion Loan–Bloomberg », Club of Mozambique, 9 avril 2021, disponible sur : clubofmozambique.com.
83. « Le commerce extérieur de Madagascar en 2017 », Direction Générale du Trésor, 20 novembre 2018, disponible sur : www.tresor.economie.gouv.fr.
84. « Le pétrolier chinois CNOOC va-t-il mettre la main sur les blocs d'Exxon Mobil et BP ? », *La Lettre de l'océan Indien*, 29 avril 2021, disponible sur : www.africaintelligence.fr.

comme créancier de secours en 2010[85] et les dirigeants mozambicains ont fait de même lorsqu'a éclaté le scandale de la dette cachée en 2016 et que les bailleurs occidentaux ont suspendu leur aide budgétaire. Ce soutien financier dans des moments critiques a permis à Beijing de gagner en influence auprès des dirigeants malgaches et mozambicains actuels et d'établir une alliance politico-économique avec des élites qui lui sont redevables. Toutefois, ces dernières souhaitent ne pas devenir prisonnières d'un tête-à-tête avec la puissance chinoise. En effet, l'omniprésence économique chinoise n'est pas sans poser des problèmes dans ces deux pays. Outre la dimension illicite de certaines de leurs activités (trafic de bois de rose et d'or à Madagascar par exemple), les commerçants chinois qui forment des Chinatowns à Maputo et Antananarivo provoquent un mécontentement populaire et les critiques montent en puissance sur leurs pratiques dans les secteurs écologiquement sensibles de la pêche et du bois[86].

Inde

L'intérêt de l'Inde pour le canal du Mozambique s'inscrit dans une perspective résolument géostratégique : la stratégie maritime de New Delhi dans l'océan Indien et la rivalité historique avec la Chine. En 2013, l'ex-Premier ministre Manmohan Singh a déclaré : « Nous [l'Inde] avons également cherché à assumer notre responsabilité pour la stabilité dans la région de l'océan Indien. Nous sommes donc bien placés pour devenir un fournisseur net de sécurité dans notre région immédiate et au-delà.[87] »

Après l'échec de New Delhi d'installer une base navale sur l'île d'Assomption, l'Inde s'est rapprochée d'autres puissances actives dans la région telles que les États-Unis et la France. L'accord signé en 2016 entre Washington et New Delhi pour faciliter l'accès à des installations militaires américaines dans l'océan Indien, l'île de Diego Garcia notamment, illustre cette volonté indienne de s'allier avec des puissances établies dans le but de développer ses propres intérêts dans la zone et des partenariats préventifs face aux visées chinoises. L'accord américano-indien de 2016 a été suivi par un accord du même type en mars 2018 entre Paris et New Delhi[88]. Cette quête d'alliances n'est néanmoins pas le seul aspect de la stratégie indienne dans la

85. Cf. l'affaire du contrat de Wisco : M. Pellerin, *op. cit.* et S. Harnay, B. Louis, « Madagascar : les enjeux d'une diplomatie en plein essor », *Outre-Terre*, vol. 4, n° 30, 2011, disponible sur : www.cairn.info.

86. D. Macqueen (dir.), « China in Mozambique's Forests, A Review of Issues and Progress for Livelihoods and Sustainability », International Institute for Environment and Development, août 2018, disponible sur : www.greengrowthknowledge.org. Et « Small Scale Fisheries at Risk: Madagascar Signs Destructive Fishing Agreements with Chinese Investors », Coalition for Fair Fisheries Arrangements, 17 novembre 2020, disponible sur : www.cffacape.org.

87. « Agalega and the India-China Control of the Indian Ocean », *Le Mauricien*, 19 juin 2017, disponible sur : www.lemauricien.com.

88. « Accord militaire France-Inde dans l'océan Indien : vers un partenariat stratégique forcé ? », centre de documentation de l'École Militaire, *Info Veilles*, 5 octobre 2018, disponible sur : www.dems.defense.gouv.fr.

région, à en juger par la construction d'une base navale sur l'îlot voisin de Diego Garcia[89].

New Delhi affiche clairement sa volonté d'être une puissance qui compte et de contribuer à la sécurisation de l'océan Indien – une volonté aiguillonnée par la projection exponentielle de la puissance navale chinoise dans la région.

Le sud-ouest de l'océan Indien, qui comprend des nations insulaires ayant une population d'origine indienne (Maurice) ou des minorités d'origine indienne (Madagascar, les Seychelles et la France avec La Réunion), offre à l'Inde une opportunité intéressante de se doter d'un plus grand rôle stratégique au-delà même de sa sphère d'influence habituelle. Ces îles peuvent faciliter la présence continue d'une marine le long des principales routes de navigation internationales. De ce fait, l'Inde a conclu des accords de défense avec Maurice et les Seychelles permettant à la marine indienne de patrouiller dans leurs eaux territoriales. New Delhi a aussi démontré son intérêt pour Madagascar. En mars 2018, Ram Nath Kovind est devenu le premier président indien à se rendre à Madagascar et la marine indienne effectue de fréquentes visites dans la Grande Île :

- au début de l'année 2020, la marine indienne est venue porter secours aux victimes des inondations ;
- en mars 2021, un détachement de l'Indian Navy a formé une cinquantaine de membres des forces spéciales malgaches ;
- les navires indiens INS Shardul et malgache MNS Trozona ont effectué des exercices conjoints.

Par ailleurs a été organisée début février, en marge du salon de défense Aero India, une rencontre entre les ministres de la défense indien, Rajnath Singh, et malgache, le général Richard Rakotonirina, ainsi qu'avec le ministre des Affaires étrangères des Comores, Dhoihir Dhoulkamal, pour resserrer la coopération de défense[90]. Ce faisant, l'Inde adopte une stratégie proactive vis-à-vis de la Chine pour démontrer à Pékin qu'elle est potentiellement en mesure de menacer son approvisionnement par cette voie maritime.

Mais plus encore que les îles de l'océan Indien, le Mozambique est aussi devenu le centre d'intérêt économique de New Delhi. Pour diversifier ses approvisionnements en gaz qui dépendent aujourd'hui du Qatar, l'Inde envisage le Mozambique et l'Afrique de l'Est comme son « golfe de Guinée » – une grande source de gaz naturel proche de l'Inde, sans points d'étranglement géostratégiques et avec des pays ouverts aux investissements internationaux. D'ores et déjà, les sociétés pétrolières et

89. « West of Diego Garcia, India is Building an Island Base of its Own », *Maritime Executive*, mars 2021, disponible sur : www.maritime-executive.com.
90. « Pékin et New Dehli courtisent les états-majors », *Africa Intelligence*, 1er avril 2021, disponible sur : www.africaintelligence.fr.

gazières indiennes ont investi le Mozambique et détiennent 30 % des parts du bloc 1 mené par Total (16 % pour Oil and Natural Gas Corp, 10 % pour Bharat Petroleum Corp et 4 % pour Oil India Limited).

SADC et COI, des organisations régionales inefficaces

Les deux institutions régionales qui pourraient jouer un rôle dans l'organisation de la gestion du canal du Mozambique ont des capacités limitées.

La Southern African Development Community (SADC) – qui a pour mission de promouvoir le développement économique, la paix et la sécurité en Afrique australe[91] – a fait depuis longtemps la preuve de son inefficacité. Ses faiblesses et leurs causes ont déjà été analysées en détail[92] mais il convient de noter la forte hétérogénéité de ses États membres, leur réticence à toute ingérence dans leurs affaires intérieures et les problèmes structurels de leurs services de sécurité nationaux.

Après plusieurs offres d'aide infructueuses à Maputo pendant la montée en puissance des islamistes mozambicains, la SADC a finalement obtenu le feu vert pour déployer des troupes dans le Cabo Delgado[93]. Le fait que le gouvernement mozambicain ait d'abord négocié avec le Rwanda et non en premier lieu avec l'organisation régionale chargée de la paix et de la sécurité en dit long sur son manque de considération et de confiance dans la SADC.

De son côté, la Commission de l'océan Indien (COI)[94] est une organisation aux objectifs flous et aux faibles capacités. Créée en 1982 pour contribuer à la coopération et la prospérité de ses États membres, la COI s'engage depuis peu dans le domaine de la sécurité maritime civÎle[95], ou encore dans le partage d'information sur les questions météorologiques, mais rencontre des problèmes de mise en œuvre. Elle a permis la signature en avril 2018, d'accords pour une meilleure coopération sécuritaire entre États dans la région occidentale de l'océan Indien :

91. Les membres de la SADC sont l'Angola, le Botswana, l'Union des Comores, la République démocratique du Congo, le Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.
92. Lire notamment : T. Kurtz, « Efficacité des médiations de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Bilan et leçons (2012-2017) », *Notes de l'Ifri*, février 2018, disponible sur : www.ifri.org ; « Implementing Peace and Security Architecture (II) : Southern Africa », International Crisis Group, 15 octobre 2012, disponible sur : www.crisisgroup.org.
93. « Mozambique : déploiement progressif de la SADC et succès militaires des Rwandais au Cabo Delgado », RFI, 28 juillet 2021, disponible sur : www.rfi.fr.
94. Les membres de la COI sont Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, l'Union des Comores et la France, au titre de La Réunion.
95. Notamment sur une cartographie commune des flux maritimes.

- partage d'information maritime, notamment à travers le Centre régional de fusion d'information maritime (CRFIM) basé à Madagascar ;
- coordination d'opérations conjointes notamment à travers le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles ;
- plan régional de surveillance des pêches afin de lutter contre la pêche illégale dans la zone COI, en lien avec la Tanzanie, le Kenya et le Mozambique.

Les résultats de la COI sont modestes et les échanges commerciaux intra-COI n'indiquent pas d'intégration économique en cours. De plus, ses moyens financiers sont supérieurs à ses capacités de maîtrise d'ouvrage : contrairement aux équipes techniques nécessaires pour leur mise en œuvre, les projets financés par les bailleurs ne manquent pas[96]. Et ce d'autant plus que la COI est de plus en plus courtisée : elle a accepté d'accorder un statut d'observateur à la Chine (2016), l'Inde (2020), le Japon (2020), l'Union européenne (2017), l'ONU (2020) et peut-être demain à la Russie[97].

Autres acteurs

Outre les pays déjà mentionnés, d'autres protagonistes ont récemment démontré leur intérêt pour le canal du Mozambique. Ainsi, l'Arabie Saoudite a offert au Mozambique le 19 mai 2021 une assistance, dont la nature n'est pas précisée, pour contrer la menace grandissante posée par l'islamisme dans le pays[98]. C'est aussi le cas du Portugal, l'ancien pays colonisateur du Mozambique, qui a récemment déployé 60 conseillers pour soutenir les forces locales dans leur combat contre l'État islamique. Ce contingent pourrait rapidement être doublé après la possible signature récente d'un accord bilatéral de coopération[99].

96. Entretien avec un diplomate français, *op. cit.*
97. *Ibid.*
98. « Arabia Saudita anuncia adesao ao apoio para combater terrorismo em Cabo Delgado », *El Pai Mozambique*, mai 2021, disponible sur : www.opais.co.
99. « Portugal to Send Another 60 Troops to Mozambique on Training Mission », *US News*, 10 mai 2021, disponible sur : www.usnews.com.

Conclusion

Espace géographique sans cohérence culturelle, institutionnelle ou économique, le canal du Mozambique est confronté à des dynamiques contradictoires. C'est une nouvelle zone à risques (djihadisme, trafic de drogue, etc.) qui nécessite une forte coopération sécuritaire régionale et internationale pour pallier les défaillances sécuritaires des États riverains. La découverte de ressources gazières qui transformerait le canal en « future mer du Nord » alimente la compétition internationale pour l'influence dans la région. Si les nombreux acteurs internationaux appâtés par les gisements gaziers du nord du Mozambique ont intérêt à mettre fin ou réduire l'insurrection islamiste et semblent se coaliser en ce sens, les problèmes politiques des pays riverains du canal sont aussi propices à générer des crises. Les dirigeants du Mozambique et de Madagascar ont tout intérêt à faire de la surenchère et exacerber la compétition internationale. Les logiques concurrentielles et coopératives devraient simultanément s'accroître et s'entremêler, contribuant à augmenter la confusion dans cette région où les problèmes ne font que commencer.

institut
français des
relations
internationales

depuis
1979

27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org